

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET
DU CONTENTIEUX

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2018/0652

SIDI CESSI Ibrahim

(Me Gervais C.
HOUEDETE)

C/

Rodrigue ZOKPE

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU

JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Éric ASSSOGBA

MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU

GREFFIER : Hervé ADOUKONOU

DEBATS : Le 07 Novembre 2018

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en dernier
ressort, prononcé le 07 Novembre 2018.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

SIDI CESSI Ibrahim, Commerçant, de nationalité béninoise,
Gérant de la société BEREKET SARL, ayant son siège social à
Cotonou, Zone portuaire, BP 513 Cotonou, demeurant et domicilié
ès-qualités audit siège, assisté de Maître Gervais C. HOUEDETE,
Avocat à la cour ;

OBJET : Paiement

D'UNE PART

DEFENDEUR :

Rodrigue ZOKPE, commerçant de nationalité béninoise,
demeurant et domicilié à Cotonou, quartier AGONTINKON ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Par exploit en date du 24 Octobre 2018, SIDI CESSI Ibrahim a
attiré ZOKPE Rodrigue devant le tribunal de commerce de
Cotonou en sollicitant sa condamnation à lui payer la somme d'un
million huit cent quatre-vingt-quatre mille (1.884.000) francs CFA

et deux millions (2.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Devant le tribunal, ZOKPE Rodrigue a reconnu devoir la somme réclamée et sollicite un délai de grâce de trois (03) mois ;

SIDI CESSI Ibrahim a accepté cette proposition ;

Les parties sollicitent une décision du tribunal dans ce sens ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT ET LE DELAI DE GRACE

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu que pour terminer le litige qui les oppose, SIDI CESSI Ibrahim et ZOKPE Rodrigue ont opté pour un compromis, le premier proposant de payer dans un délai de trois (03) mois la somme due, le second ayant accepté le paiement au plus tard le 28 février 2019 ;

Qu'il y a lieu de leur en donner acte et de décider dans ce sens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Donne acte à ZOKPE Rodrigue de ce qu'il reconnaît devoir à SIDI CESSI Ibrahim la somme d'un million huit cent quatre-vingt-quatre mille (1.884.000) francs CFA ;

Donne acte à SIDI CESSI Ibrahim de son acceptation d'un délai de grâce de trois (03) mois à ZOKPE Rodrigue ;

En conséquence, condamne ZOKPE Rodrigue à payer à SIDI CESSI Ibrahim la somme d'un million huit cent quatre-vingt-quatre mille (1.884.000) francs CFA ;

Dit que ZOKPE Rodrigue bénéficie d'un délai de grâce de trois mois pour payer sa dette et devra s'en acquitter au plus tard le 28 février 2019 ;

Condamne ZOKPE Rodrigue aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT